Document generated on 10/12/2024 1:52 a.m.

Relations

Choix budgétaires, choix politiques

Eve-Lyne Couturier

Number 787, November–December 2016

La trahison des élites — austérité, évasion fiscale et privatisation au Québec

URI: https://id.erudit.org/iderudit/83790ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Couturier, E.-L. (2016). Choix budgétaires, choix politiques. *Relations*, (787), 29–30.

Tous droits réservés © Relations, 2016

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

cratique. Le discours alarmiste sur la dette est ainsi d'autant plus efficace qu'il se double d'un discours moralisateur transformant les dépenses publiques en un péché dont serait coupable, ultimement, l'ensemble de la population.

Revenir au politique

Nous voilà donc empêtrés dans un débat qui a complètement évacué le politique de sa substance. L'urgence a aboli le temps nécessaire à toute discussion raisonnée sur les revenus et les dépenses de l'État, et la morale a réduit les citoyens et les citoyennes à des êtres fautifs qui se sont rendus dépendants d'une machine infernale carburant au crédit bon marché. Paradoxalement, l'individu occupe dans ce tableau à la fois la position du coupable et celle de la victime, car cette critique de la dépense publique condamne du même souffle le bien-être des citoyens au nom du portefeuille des contribuables. Il s'agit de libérer les pauvres payeurs de taxes du joug de l'État-providence, comme si, laissés à eux-mêmes et grâce à la magie du libre-marché, ils allaient pouvoir enfin vivre dans l'abondance.

Les institutions créées entre autres dans le cadre de la Révolution tranquille, celles qu'on aimerait aujourd'hui démanteler au nom du déficit zéro, devaient pourtant à l'origine contribuer – dans un contexte où les solidarités traditionnelles s'effritaient et où des individus, atomisés, étaient à la merci des entreprises à la recherche d'une main-d'œuvre docile et bon marché – à les rendre plus libres en brisant leur dépendance vis-à-vis du marché. On le sait, ces principes ont toutefois été pervertis. La nécessité de refonder l'État s'impose donc en effet, mais là s'arrête notre accord avec les apôtres du laisser-faire. Car il n'échappe à personne que derrière la guerre aux déficits se cache un désaveu des services publics et du filet social universel ainsi qu'une volonté de mettre l'État au service de la croissance des profits privés.

Vous avez dit prospérité ?

Lorsque l'élite politique et économique nous parle de sa vision d'un Québec plus prospère, il est question de croissance, d'excellence, de concurrence, de gouvernance, d'efficience… Autant d'objectifs ou de moyens pour y parvenir qui semblent à mille lieues des préoccupations et des problèmes quotidiens vécus par la plupart d'entre nous. Rien ne nous empêche, cependant, d'abandonner ce vocabulaire gestionnaire qui a insidieusement colonisé les termes du débat pour mieux mettre à l'ordre du jour les enjeux que nous jugeons prioritaires. Bien qu'il ne soit pas raisonnable de négliger la question de l'endettement public, il est plus urgent de réfléchir aux moyens d'atteindre un enrichissement global de la société plutôt que de céder aux caprices d'une minorité qui n'a que faire de la solidarité sociale. Pour ce faire, c'est toute l'action publique qui doit être redéfinie à partir d'un souci aigu du bien commun et de l'épanouissement individuel et collectif. Essayons de délimiter les axes autour desquels articuler cette réflexion.

Il faut d'abord parler de qualité de vie. À l'heure où les salaires stagnent et l'endettement augmente pour une majorité de gens, alors que le travail est toujours plus exigeant et diffi-

CHOIX BUDGÉTAIRES, CHOIX POLITIQUES

Eve-Lyne Couturier

L'auteure est chercheure à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

Chaque année depuis plus de 15 ans, le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) prépare ce qu'il appelle l'« Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral ». Il fait appel à des groupes sociaux, des professeurs d'université et des chercheurs pour débattre de comment, à partir des mêmes contraintes, on peut arriver à faire un budget plus juste que celui du gouvernement.

Pour le CCPA, un budget réaliste doit prendre en considération l'effet qu'auront les décisions sur un ensemble de facteurs. L'un des plus importants à ses yeux est la réduction de la pauvreté. Ainsi, il évalue que ses propositions de nouvelles dépenses et de nouveaux revenus (la création de nouvelles mesures fiscales incluant une taxe sur le carbone, l'implantation d'une assurance-médicaments universelle, l'investissement dans le logement social, etc.) permettraient de réduire le taux de pauvreté de plus de 20 % au pays au cours des cinq prochaines années.

Il ne s'agit donc pas de proposer des politiques publiques idéales sans prendre en considération les contraintes réelles auxquelles le gouvernement est confronté. Chaque section du budget alternatif commence par une analyse de la situation actuelle, puis suggère une marche à suivre pour l'améliorer. Comme ce sont des groupes et des experts œuvrant spécifiquement dans les domaines concernés qui déterminent les priorités, l'analyse est rigoureuse et les propositions sont réalistes, en plus d'avoir un fort potentiel transformateur.

Le budget alternatif devient ainsi un outil commun pour faire avancer les idées des groupes qui y participent en développant et en intégrant leurs propositions dans un plan global. Les déficits et les surplus prévus dans le budget alternatif ont par ailleurs souvent été plus justes que les prévisions du gouvernement lui-même, rendant ce document précieux pour l'opposition. Notons également que la création du poste de directeur parlementaire du budget est certainement en partie attribuable au travail du CCPA, qui l'a réclamée à de nombreuses reprises, remarquant le manque de transparence dans le processus budgétaire.

L'exercice est tellement intéressant et fécond que le CCPA a commencé à faire un travail similaire aux échelons provincial (Ontario, Saskatchewan, Nouvelle-Écosse) et municipal (Winnipeg, Halifax). Il révèle que les budgets sont d'abord des outils politiques qui mettent de l'avant les priorités gouvernementales. Il laisse aussi entrevoir qu'il n'existe pas qu'une

cile à concilier avec les autres sphères de la vie, il faut prendre les moyens d'assurer à chacun et chacune des conditions de vie et de travail qui permettent de s'épanouir et de vivre dans la dignité. Il faut reconstruire les programmes et les politiques qui constituent notre filet social mais aussi mettre nos services publics à l'abri des ententes de libre-échange, sans quoi, on ne fera que gérer les conséquences de l'appauvrissement économique et psychique d'une part toujours plus grande de la population.

Il faut, ensuite, se soucier de la qualité de nos relations sociales. L'épanouissement d'une collectivité dépend en effet de la qualité des liens qui unissent ses membres. Il faut ainsi viser, dans tous les domaines de la vie (famille, travail, loisirs, politique, etc.), une plus grande égalité entre les individus, s'assurer que tous et toutes puissent s'impliquer autant dans la sphère publique que privée et, pour ce faire, mettre en place des mesures afin de réduire les écarts (de revenus, de participation, etc.), notamment entre les hommes et les femmes, entre les personnes nées ici et celles qui y ont immigré, entre les différentes générations... On comprend, en filigrane, qu'il s'agit de revaloriser la citoyenneté, que l'on tente trop souvent de réduire au rôle stérile de contribuable.

Il faut enfin se préoccuper de la qualité de notre environnement. C'est en vain que l'on débat du salaire minimum ou du nombre de paliers d'imposition à instaurer si l'on ne se soucie guère de préserver les lieux qui nous accueillent et qui sont le fondement de nos vies et de nos communautés. L'État peut et doit devenir un acteur principal de la transition écologique, sans quoi nous n'aurons peut-être plus de dette, mais aucun patrimoine naturel non plus à transmettre aux générations futures.

Si la proposition que j'esquisse ici circonscrit certains axes d'intervention que devrait privilégier un État qui entend agir au nom de la population, elle s'ancre aussi dans une conception anti-utilitariste du lien social et de la solidarité qui devrait animer l'ensemble des initiatives démocratiques nécessaires pour transformer la société. Certes, rien ne nous empêche de demeurer aveuglément sur la voie de la croissance perpétuelle et de la compétition tous azimuts. Mais une collectivité qui choisirait plutôt de poursuivre les objectifs ébauchés ici sommairement pourrait, peu importe le niveau qu'atteindrait le revenu de ses habitants ou le rythme de croissance de son PIB, se considérer tout aussi prospère, sinon plus, car elle serait alors parvenue à mettre au centre de la politique la préoccupation pour la vie bonne et le vivre-ensemble.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION
Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au **www.revuerelations.qc.ca**

seule manière d'aligner les colonnes de chiffres et que d'autres paramètres peuvent être utilisés.

Par exemple, si l'égalité entre les femmes et les hommes est si importante, pourquoi limiter l'analyse genrée aux programmes visant explicitement les femmes ? En effet, les politiques publiques, quelles qu'elles soient, touchent les deux sexes, mais pas toujours de la même manière. C'est pourquoi plusieurs groupes demandent des « budgets genrés », permettant de se questionner, par exemple, au sujet de l'effet qu'aurait une baisse d'impôt sur l'écart de revenu entre les hommes et les femmes.

Des pays comme l'Islande et la Finlande utilisent déjà cette méthode pour concevoir leurs budgets. Mais c'est le Maroc qui, le premier, l'a mise en pratique, prenant en compte, par exemple, le fait que l'accès à l'eau potable avait un effet notable sur la fréquentation scolaire des jeunes filles. Il a donc investi davantage dans les aqueducs, car cela permet d'améliorer la santé publique, de réduire l'écart entre les sexes et de stimuler l'économie (de plus d'une manière)[1].

L'environnement est également un sujet qui préoccupe désormais autant les citoyens que l'entreprise privée et l'État. Plusieurs décisions budgétaires qui semblent loin des préoccupations écologiques auront néanmoins un effet sur l'environnement. C'est pourquoi l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a développé un « budget carbone ». Ce dernier part du principe que nous ne pouvons émettre qu'une quantité limitée de gaz à effet de serre (GES) chaque année, quantité que nous dépassons systématiquement faute de véritable volonté politique. Si le gouvernement était conséquent avec son désir d'être à l'avant-garde de la lutte climatique, il pourrait mettre en place un « budget vert » qui calcule ses dépenses non seulement en dollars, mais également en émissions de GES potentielles. Cette évaluation ne serait pas une panacée, mais elle donnerait un portrait beaucoup plus clair et mettrait en évidence les conséquences de nos choix sur l'environnement.

D'aucuns diront peut-être que tout cela coûterait trop cher, qu'on n'a pas les moyens de faire des budgets genrés, verts ou de lutter contre la pauvreté, que ce serait trop long et trop compliqué. Ce type d'argument néglige le fait que les politiques publiques passent déjà à travers plusieurs étapes avant d'être approuvées. Au final, pour y arriver, il suffit de donner plus de poids à certaines valeurs ou à certains objectifs en développant de nouveaux outils, ou mieux, en utilisant ceux qui existent déjà. Mais aussi, et surtout, il faut reconnaître que ce qui est utopique, ce n'est plus de viser un monde meilleur, mais de croire qu'on peut continuer dans la même trajectoire que celle d'aujourd'hui.

1. « Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 », ONU Femmes, 2015, p. 231-233.